Politique abrégée de lutte contre la corruption

1. Objectifs

- La politique de lutte contre la corruption et les cadeaux vise à énoncer l'engagement de la Banque à prévenir toutes les formes de corruption dans ses transactions commerciales
- Cette politique établit la tolérance zéro de la banque en cas de non-respect de la politique de corruption.
- La présente politique s'applique à tous les membres du conseil d'administration, aux employés et à tout autre employé de la banque, comme les stagiaires.
- Une violation de cette politique peut donc entraîner la résiliation du contrat entre la banque et l'employé ou le membre du conseil d'administration

2. Responsabilité personnelle

- Chaque membre du conseil d'administration, fonctionnaire ou dirigeant d'une autre banque, comme un stagiaire, a la responsabilité personnelle de connaître et de suivre la présente politique.
- Tous les membres du conseil d'administration et les employés sont responsables de la prévention, du signalement de toute préoccupation et/ou de la déclaration de toute forme connue ou soupçonnée de corruption

3. Interdiction

Il est strictement interdit aux membres du conseil d'administration, aux employés et autre employé de la banque, tels que les stagiaires, de se livrer à toute forme de corruption, que ce soit directement, indirectement ou par l'intermédiaire d'un tiers ou d'un proche. À cet égard, il est interdit aux membres du conseil d'administration, aux employés et à tout autre employé de la banque, comme les stagiaires, de donner ou d'accepter des actes de corruption de quelque nature que ce soit

Il est absolument interdit à tout membre du conseil d'administration, à tout employé, à tout autre fonctionnaire de la banque tel que les stagiaires ou à toute autre personne associée à un employé ou à un membre du conseil d'administration - qu'il s'agisse d'un ami ou d'un membre de la famille agissant au nom de l'employé ou d'un membre du conseil d'administration - de participer à ou de commettre des actions ou des

comportements qui relèvent de la corruption et qui peuvent se manifester sous l'une ou plusieurs des formes suivantes :

1) La corruption : Cela consiste à offrir ou à accepter des paiements illicites en échange de l'approbation ou du décaissement de crédits, du non-respect de réglementations ou de la fourniture d'informations confidentielles, ou encore à influencer des décisions ou à bénéficier d'un traitement de faveur.

2) Les commissions illicites : Il s'agit de recevoir des paiements ou des avantages en échange de l'attribution d'affaires ou de contrats à des parties spécifiques, souvent à des prix gonflés ou à des conditions pénalisantes pour la banque.

3) Conflit d'intérêts : Les fonctionnaires de la banque peuvent profiter de leur position pour obtenir des avantages personnels en s'engageant dans des transactions ou des activités qui entrent en conflit avec leurs devoirs envers la banque ou ses clients.

4) Népotisme et favoritisme : Le favoritisme fondé sur les relations personnelles plutôt que sur le mérite, qui peut conduire à la nomination ou à la promotion de personnes qui ne sont pas qualifiées pour leur rôle.

5) Pratiques de financement frauduleuses : il s'agit d'approuver des crédits sur la base de fausses informations ou d'une diligence insuffisante, souvent au profit de certaines personnes ou entreprises et aux dépens de la banque.

6) L'abus de pouvoir : Les autorités bancaires en position de pouvoir peuvent abuser de leur pouvoir pour intimider ou contraindre des employés, des clients ou des contreparties à des fins d'enrichissement personnel ou pour dissimuler des actes répréhensibles.

7) Tout autre type d'action qui peut être considéré comme un paiement illicite/corruption partiel ou total par les lois, les règlements et les règlements de la banque ;

4. Cadeaux, invitations et autres avantages

D'une règle générale, les membres du Conseil d'administration et les employés n'acceptent pas de cadeaux ou d'autres bénéfices ou avantages, sauf dans les cas prévus par les réglementations et les politiques concernées. À cet égard, un membre du conseil d'administration ou un employé ne doit pas, en relation avec la Banque,

accepter de cadeaux ou d'incitations, y compris des invitations qui peuvent le placer dans une situation d'obligation.

5. Contributions politiques

Les membres du Conseil d'administration ou les employés ne feront aucun don en argent ou en nature de faveur d'un parti politique ou d'un candidat à une fonction politique, lorsqu'ils agissent au nom de la Banque.

6. Contributions charitables

La Banque reconnaît l'importance de la responsabilité sociale des entreprises et insiste sur les aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) de ses activités afin de soutenir la durabilité.

À cet égard, la Banque accepte et encourage les dons aux organisations caritatives sous diverses formes, notamment sous forme de services, de compétences, de temps ou de contributions financières directes. Les membres du conseil d'administration et les employés peuvent apporter des contributions en accord avec la politique de responsabilité sociale de la Banque et veiller à ce que ces contributions ne soient pas utilisées pour faciliter ou dissimuler des actes de corruption.

7. Signalement des violations

Dans le cas où un membre du conseil d'administration, un employé ou un tiers soupçonne l'existence d'un cas de corruption en relation avec la Banque, il est encouragé à signaler ses soupçons le plus tôt possible.

Les membres du conseil d'administration, les membres du personnel, les clients ou le grand public disposent de plusieurs moyens pour signaler leurs préoccupations s'ils soupçonnent un acte de corruption impliquant un employé de la banque, un associé ou un tiers menant des activités pour la banque. Ces incidents doivent être rapidement signalés en conformité avec la politique de dénonciation de la Banque et la politique de lutte contre la corruption à travers les voies suivantes :

- le Directeur des enquêtes :

o Numéro de téléphone : +250 793165029

o Email : Abel.Bitok@ncbagroup.com

- Les voies de dénonciation :

o Téléphone : +250 788 149 567

o Email : ncbabank@tip-offs.com

o Numéro de fax gratuit : 00800007788

La Banque offrira tout le soutien possible à quiconque, de bonne foi, soulève une question dans le cadre de cette politique et, en accord avec la politique de dénonciation de la Banque, veillera à ce que personne ne subisse de représailles ou de traitement injuste pour avoir soulevé, de bonne foi, des questions relatives à la corruption.